

E.Drichitz

Е.В. Дричиц

БрГУ им. А.С. Пушкина (Брест)

Научный руководитель Л.Е. Левонюк

STATUT JURIDIQUE DU COMMERÇANT EN FRANCE

Правовой статус коммерсанта во Франции

Le code de commerce français (TCF) introduit la définition suivante d'un commerçant. Par commerçant, on entend à la fois une personne physique et une personne morale qui effectue des transactions commerciales dans le processus de ses activités commerciales sous la forme d'une entreprise. Le statut de commerçant en France peut être acquis par les citoyens français, les apatrides et les ressortissants étrangers. L'acquisition du statut de commerçant est confirmée par l'inscription au registre du commerce. Les actes législatifs régissant la situation juridique des personnes morales en France sont:

1. Code français du commerce (modifié le 4 septembre 2010). La FTC se compose de 4 livres: dispositions générales sur le commerce, «sur le commerce maritime», «sur l'insolvabilité et la faillite», «sur la compétence commerciale».

2. Code civil français (FGC). Il se composait de cinq livres contenant des règles juridiques sur le statut des personnes physiques, les relations matrimoniales, les droits réels, l'héritage et les obligations.

3. Loi française «Sur les partenariats commerciaux» du 24 juillet 1966.

La FTC distingue les types de commerçants suivants: une société en commandite est une Association de personnes dont le but est de mener une entreprise avec la responsabilité commune, les participants étant pleinement et solidairement responsables devant les créanciers (article L. 221 1 de la FTC).

Une société à responsabilité limitée (LLC) n'est responsable devant les créanciers que des biens qui lui appartiennent, et ses participants ne risquent que dans les limites de leurs dépôts (art. L. 223 1 de la FTC).

Une société anonyme est une personne morale dont la propriété est divisée en actions, c'est une Association de capitaux et a également une responsabilité limitée dans la valeur de sa propriété.

Tous les commerçants en France doivent être membres de la chambre de Commerce et d'industrie (CCI). Toutes les informations sur les commerçants qui se sont inscrits sont portées à la CCI, et on peut se familiariser avec les informations sur l'enregistrement non seulement aux tribunaux, mais aussi à la CCI. Le registre du commerce est ouvert, la publication du registre est déterminée par son décret. La publication se fait dans le bulletin Officiel des annonces civiles et commerciales de la France. Le devoir du commerçant est la tenue de documentation commerciale spéciale, qui est conservée 10 ans.

Il existe les types suivants de ces documents commerciaux: les registres mensuels, qui sont remplis mensuellement; les livres d'inventaire qui contiennent des informations sur l'inventaire des biens de l'entreprise, qui doit être effectué chaque année. La documentation commerciale contient aussi toutes les lettres, télégrammes, qui sont envoyés et reçus par l'entreprise. Tous ces documents commerciaux permettent aux autorités publiques et juridiques de contrôler les activités des commerçants.

En outre, la responsabilité du commerçant en tant qu'entrepreneur individuel est d'avoir un compte bancaire et de déclarer son statut de famille. Lors de la rédaction du contrat de mariage, le notaire fournit au tribunal une déclaration sur l'état matrimonial du commerçant. Le but de toutes ces démarches est que les prêteurs soient sûrs que la propriété appartienne à un entrepreneur individuel. Dans le commerce, un entrepreneur individuel agit dans le cadre de son entreprise qui a sa propre marque.

Pour conclure il faut dire qu'en France, comme dans tous les autres pays, les commerçants doivent payer des impôts et exercer leurs activités dans le cadre de la loi.

V. Trotskaya

В.А. Троцкая

БГЭУ (Минск)

Научный руководитель А.В. Темнохуд

LE DÉVELOPPEMENT DES PME: L'EXPÉRIENCE DE FRANCE ET DE BIÉLORUSSIE

Развитие малого и среднего бизнеса: опыт Франции и Беларуси

Le développement des PME fait partie intégrante de la formation de l'ensemble du système économique. C'est l'un des facteurs de création d'une grande partie des emplois et d'amélioration de l'efficacité de l'économie de tout pays.

Le soutien des PME est une fonction particulièrement importante pour chaque état, car ce type d'entreprises représente une part importante des recettes fiscales dans son budget. Il faut souligner que la création de nouveaux emplois contribue à la solution des problèmes de chômage, affecte la croissance de la concurrence, augmentant ainsi le bien-être de la population et réduisant les prix.

L'objectif de la recherche est de systématiser les mesures entreprises en France et en Biélorussie pour le soutien des PME en tenant compte de leur importance pour le fonctionnement de l'économie et l'amélioration du bien-être de la société et en faire une analyse comparative.